



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 Nancy

Nancy, le 05/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LIDL

LIDL Direction Regionale Gondreville - DR17
5 rue de l'Europe
ZIA de Gondreville-Fontenoy
54840 Fontenoy-Sur-Moselle

Références : 2026_0325
Code AIOT : 0003013881

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/02/2026 dans l'établissement LIDL implanté Zone Internationale d'Activités Gondreville-Fontenoy 54840 Fontenoy-sur-Moselle. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LIDL
- Zone Internationale d'Activités Gondreville-Fontenoy 54840 Fontenoy-sur-Moselle
- Code AIOT : 0003013881
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Entrepôt de stockage de produits destinés à la grande distribution (électroménager, quincaillerie, sec, frais et surgelés)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Détection Ammoniac – fréquence de tests	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 39	Demande d'action corrective	3 mois
7	Détection Ammoniac – procédure de tests et critères d'acceptabilité	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 39	Demande d'action corrective	3 mois
9	Détection Ammoniac – procédure indisponibilité détecteurs	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 39	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Détection Ammoniac – technologie	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42	Sans objet
2	Détection Ammoniac – implantation et cahier des charges	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42	Sans objet
3	Détection Ammoniac – seuils sécurité et actions associées	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42	Sans objet
4	Détection Ammoniac – CR dépassement seuil sécurité	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42	Sans objet
5	Détection	Arrêté Ministériel du 16/07/1997,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	Ammoniac – dispositif direction du vent	article 42	
8	Détection Ammoniac – Test des asservissements	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 39	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'installation a fait l'objet d'un contrôle des dispositifs concourant à la sécurité des équipements de réfrigération mettant en œuvre de l'ammoniac. Si ces équipements sont suivis par un prestataire qui en assure la maintenance et dont la réactivité, en cas de dysfonctionnement, fait l'objet d'un contrat pour lequel ce dernier est appelé à intervenir sur site sous 24h, l'inspection a constaté que l'exploitant ne dispose pas nécessairement de l'ensemble des informations relatives au suivi des équipements et aux procédures réglementaires afférentes. L'exploitant est appelé à formaliser plusieurs procédures (indisponibilité des capteurs, validation des tests) et à intégrer dans ces outils de suivi interne ces informations.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Détection Ammoniac – technologie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42
Thème(s) : Risques accidentels, Ammoniac – technologie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations pouvant présenter un danger pour la sécurité ou la santé des personnes doivent être munies de systèmes de détection et d'alarme adaptés aux risques et judicieusement disposés de manière à informer rapidement le personnel de tout incident.</p> <p>Ces détecteurs doivent être de type toximétrie dans les endroits où les employés travaillent en permanence ou susceptibles d'être exposés, et de type explosimétrie dans les autres cas où peuvent être présentes des atmosphères confinées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'installation est équipée de 9 détecteurs d'ammoniac du même modèle (OLCT 100-XP), le détecteur fait appel à une technologie toximétrique et explosimétrique. Ces détecteurs sont reliés à une centrale de mesure. Ils équipent la salle des machines (3), et la terrasse (6) où sont installés la tour aeroréfrigérante et la thermo-frigoripompe, dispositifs dans lequel circule de l'ammoniac dans des tuyauteries.</p> <p>La mise en œuvre d'ammoniac au sein de l'installation est limitée aux équipements de réfrigération implantés sur le toit terrasse (R+2) ainsi qu'à la salle des machines, au premier étage de l'entrepôt et seulement accessible par une coursive extérieure.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Détection Ammoniac – implantation et cahier des charges

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42
Thème(s) : Risques accidentels, Ammoniac – implantation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'implantation des détecteurs résulte d'une étude préalable. L'exploitant doit dresser la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et doit déterminer les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>Des détecteurs de gaz sont mis en place dans les zones présentant les plus grands risques en cas de dégagement ou d'accumulation importante de gaz ou de vapeurs toxiques. Les zones de sécurité sont équipées de systèmes de détection dont les niveaux de sensibilité sont adaptés aux situations.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté un plan d'implantation des détecteurs conforme à la réalité du terrain et cohérent avec l'étude d'implantation des détecteurs présente dans l'étude de danger initiale de l'installation remise en 2020 lors de la procédure d'autorisation de l'établissement. Les détecteurs ont deux vocations : l'identification de fuite de fluide frigorigène dans les équipements de réfrigération (thermo-frigoripompe et tour aéroréfrigérante implantées en terrasse) où l'ammoniac circule en tuyauterie et l'identification de fuite dans les équipements de production de fluide frigorigène, dans lesquels l'ammoniac est comprimé/décomprimé.</p> <p>La prescription est respectée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Détection Ammoniac – seuils sécurité et actions associées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42
Thème(s) : Risques accidentels, Ammoniac – seuils sécurité et actions associées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant fixera au minimum les deux seuils de sécurité suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> - le franchissement du premier seuil entraînera le déclenchement d'une alarme sonore ou lumineuse et la mise en service, de la ventilation additionnelle, conformément aux normes en vigueur ; - le franchissement du deuxième seuil entraînera, en plus des dispositions précédentes, la mise à l'arrêt en sécurité des installations, une alarme audible en tous points de l'établissement et, le cas échéant, une transmission à distance vers une personne techniquement compétente (ce seuil est au plus égal au double de la valeur choisie pour le 1er seuil). <p>Les détecteurs fixes doivent déclencher une alarme sonore ou visuelle retransmise en salle de contrôle.</p>
Constats :

<p>Tous les détecteurs présentent un premier seuil de sécurité à 500 ppm et un second seuil à 900 ppm, à l'exception du détecteur d'ambiance équipant la salle des machines, qui au regard de sa fonction d'alerte précoce présente un premier seuil à 70 ppm. Les seuils des détecteurs sont en adéquation avec la gamme de mesure des détecteurs qui est comprise entre 0 et 1000 ppm.</p> <p>Pour ces deux seuils de sécurité :</p> <ul style="list-style-type: none"> > le franchissement du premier seuil (500 ou 70) entraîne le déclenchement d'une alarme sonore et visuelle, avec report de l'alarme en salle de contrôle et vers les agents en charge de la maintenance/sécurité, ainsi que le déclenchement de la ventilation ; > le franchissement du second seuil (900) entraîne de plus la coupure des équipements mettant en œuvre l'ammoniac. <p>La prescription est respectée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Détection Ammoniac – CR dépassement seuil sécurité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Ammoniac – CR dépassement seuil sécurité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout incident ayant entraîné le dépassement du seuil d'alarme gaz toxique donne lieu à un compte rendu écrit tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées durant un an.</p> <p>La remise en service d'une installation arrêtée à la suite du déclenchement d'une alarme ne peut être décidée que par une personne déléguée à cet effet, après examen détaillé des installations et analyse de la défaillance ayant provoqué l'alarme.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le premier seuil de sécurité (500ppm) a été franchi le 25 puis le 26/11/2025 suite au déclenchement d'une soupape de décharge d'ammoniac dans la salle des machines. Ces événements ont fait l'objet d'un compte rendu produit par le prestataire frigoriste qui ont été présentés en séance.</p> <p>L'exploitant a précisé, qu'au cours de l'année, avaient eu lieu, plusieurs déclenchements d'alarme lié au franchissement du seuil de détection précoce du détecteur d'ambiance de la salle des machines. Si l'exploitant a précisé que ces déclenchements étaient liés notamment à une vanne ou encore un presse étoupe, l'exploitant ne disposait pas d'un compte rendu relatif aux mesures de remédiations mises en œuvre suite à ces déclenchements, lesquelles interventions ont été réalisées par son prestataire frigoriste.</p> <p>L'exploitant est invité à se faire communiquer systématiquement lors du déclenchement de l'alarme précoce, de la part de son prestataire, des comptes rendus aussi circonstanciés que possible, ainsi qu'à tracer ces événements.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Détection Ammoniac – dispositif direction du vent

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Ammoniac – dispositif direction du vent</p>

Prescription contrôlée : Des dispositifs complémentaires visibles de jour comme de nuit, doivent indiquer la direction du vent.
Constats : L'installation est équipée d'une manche à air, laquelle est visible la nuit grâce à un spot d'éclairage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Détection Ammoniac – fréquence de tests

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 39
Thème(s) : Risques accidentels, Ammoniac – fréquence de tests
Prescription contrôlée : Les équipements importants pour la sécurité sont de conception simple, d'efficacité et de fiabilité éprouvées. Ces caractéristiques doivent être établies à l'origine de l'installation, mais aussi être maintenues dans le temps. Les dispositifs sont conçus de manière à résister aux contraintes spécifiques liées aux produits manipulés. à l'exploitation et à l'environnement du système (choc, corrosion. etc.). Ces dispositifs et. en particulier, les chaînes de transmission sont conçus pour permettre de s'assurer périodiquement, par test de leur efficacité. Ces équipements sont contrôlés périodiquement et maintenus en état de fonctionnement selon des procédures écrites. Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées pendant trois ans.
Constats : L'exploitant a présenté les rapports de test et de maintenance des détecteurs qui équipent son installation. Les trois dernières opérations ont eu lieu le 24/02/2025, le 21/08/2025 et le 03/02/2026. Les comptes rendus présentés en séance ne mettent pas en évidence de non conformités particulières. Il ressort de la lecture des compte rendus que les détecteurs ont tous fait l'objet d'un test lors de ces opérations de vérifications. La fréquence de vérification semestrielle pose question vis-à-vis des préconisation de l'INERIS quant à la détection d'ammoniac : <i>Guide INERIS - Détecteur fixe de gaz ammoniac version 2 décembre 2016 : Un détecteur de NH3 doit être vérifié très régulièrement (de l'ordre de 3 mois) si l'utilisateur veut maintenir une réponse adaptée en cas de fuite accidentelle.</i> Aussi, est il demandé à l'exploitant de confirmer avec son prestataire frigoriste l'adéquation de la fréquence de test des capteurs qui équipent son installation avec les préconisation du constructeur de ces derniers. Il est en particulier attendu que l'exploitant dispose d'éléments de justifications quant à la fréquence des contrôles des capteurs.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Le respect de la prescription appelle la confirmation par l'exploitant de l'adéquation de la

fréquence de test des capteurs qui équipent son installation avec les préconisations du constructeur de ces derniers.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Détection Ammoniac – procédure de tests et critères d’acceptabilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 39
Thème(s) : Risques accidentels, Ammoniac – procédure de tests : critères d’acceptabilité et shunt
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les équipements importants pour la sécurité sont de conception simple, d'efficacité et de fiabilité éprouvées. Ces caractéristiques doivent être établies à l'origine de l'installation, mais aussi être maintenues dans le temps. Les dispositifs sont conçus de manière à résister aux contraintes spécifiques liées aux produits manipulés. à l'exploitation et à l'environnement du système (choc, corrosion. etc.). Ces dispositifs et. en particulier, les chaînes de transmission sont conçus pour permettre de s'assurer périodiquement, par test de leur efficacité.</p> <p>Ces équipements sont contrôlés périodiquement et maintenus en état de fonctionnement selon des procédures écrites. Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées pendant trois ans.</p>
<p>Constats :</p> <p>L’exploitant a présenté des éléments relatifs au contrôle initial et au calibrage des capteurs, qui ont été mis en œuvre lors du démarrage de l’installation en septembre 2022 (calibrage, point zéro). A ce jour, aucun capteur n’a été remplacé.</p> <p>La maintenance des capteurs, et leur éventuel remplacement, sont assurés par un prestataire frigoriste dont l’exploitant assure le suivi des travaux.</p> <p>S’agissant des critères de performance / d’acceptabilité pour valider le bon fonctionnement du système de détection, ainsi que des actions à entreprendre dans le cas où ces critères ne seraient pas remplis, ils ne sont pas particulièrement formalisés par l’exploitant dans un document interne. C’est néanmoins à l’exploitant de disposer de sa propre procédure de test. Aussi est il attendu qu’il dispose d’une procédure avec l’ensemble des informations nécessaires notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> > description détaillée du test de fonctionnalité du détecteur avec mesure du temps de réponse, > critères de performance / d’acceptabilité attendus conduisant ou non à un étalonnage et/ou un remplacement de détecteur / de la cellule, > le contrôle en l’état du détecteur, > les caractéristiques du gaz étalon à utiliser, > le contrôle du déclenchement des seuils d’alarme avec les objectifs associés, > le contrôle du temps de réponse (avec les objectifs associés), > l’indication finale du détecteurs (avec les objectifs associés), > les actions à mettre en œuvre en cas de non-respect des objectifs.
<p>Demande à formuler à l’exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le respect de la prescription appelle la formalisation d'une procédure interne de test contenant</p>

l'ensemble des éléments attendus.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Détection Ammoniac – Test des asservissements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 39
Thème(s) : Risques accidentels, Ammoniac – Test des asservissements
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant fixera au minimum les deux seuils de sécurité suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> - le franchissement du premier seuil entraînera le déclenchement d'une alarme sonore ou lumineuse et la mise en service, de la ventilation additionnelle, conformément aux normes en vigueur ; - le franchissement du deuxième seuil entraînera, en plus des dispositions précédentes, la mise à l'arrêt en sécurité des installations, une alarme audible en tous points de l'établissement et, le cas échéant, une transmission à distance vers une personne techniquement compétente (ce seuil est au plus égal au double de la valeur choisie pour le 1er seuil). <p>Les détecteurs fixes doivent déclencher une alarme sonore ou visuelle retransmise en salle de contrôle.</p>
<p>Constats :</p> <p>Hormis le détecteur d'ambiance, les détecteurs présentent un premier seuil de sécurité à 500 ppm et un second seuil à 900 ppm. Pour ces deux seuils de sécurité :</p> <ul style="list-style-type: none"> > le franchissement du premier seuil (500 ou 70) entraîne le déclenchement d'une alarme sonore et visuelle, avec report de l'alarme en salle de contrôle et vers les agents en charge de la maintenance/sécurité, ainsi que le déclenchement de la ventilation ; > le franchissement du second seuil (900) entraîne de plus la coupure des équipements mettant en œuvre l'ammoniac. <p>La prescription est respectée en ce qui concerne le choix des seuils de sécurité.</p> <p>S'agissant des asservissement et du test de la chaîne de sécurité, les asservissements prévus au 1er seuil et 2e seuil sont contrôlés lors de la maintenance du système de détection, dont le dernier contrôle a été effectué le 03/02/2026. De la lecture des rapports de contrôle, il ressort que les tests exécutés couvrent l'ensemble de la chaîne de sécurité à partir de la centrale de détection, via un mode de test.</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant l'importance de tester la chaîne de sécurité à plusieurs niveaux, et en particulier à partir des détecteurs de gaz eux même. A ce titre, l'exploitant est invité lors des contrôles périodiques de la chaîne de sécurité qu'il met en œuvre à mettre en œuvre un test à partir des détecteurs eux même, cela par roulement, et de consigner le(s) détecteur(s) testé(s) à cette occasion.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Détection Ammoniac – procédure indisponibilité détecteurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 39

Thème(s) : Risques accidentels, Ammoniac – procédure indisponibilité détecteurs
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des consignes écrites doivent préciser la conduite à tenir en cas d'indisponibilité ou de maintenance de ces équipements.</p> <p>Des dispositions sont prises pour permettre, en toute circonstance, un arrêt d'urgence et la mise en sécurité électrique des installations. Les dispositifs utilisés à cet effet sont indépendants des systèmes de conduite. Toute disposition contraire doit être justifiée et faire l'objet de mesures compensatoires. Les systèmes de mise en sécurité électrique des installations sont à sécurité positive.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le système de détection tel qu'il est conçu ainsi que la spécificité de l'installation (l'ammoniac en temps que fluide frigorigène est mis en œuvre dans des équipements installés en terrasse et le fluide frigorigène ammoniac est produit dans les équipements de la salle des machines exclusivement), offre une certaine résilience en cas de défaillance d'un capteur. En particulier, la salle des machines, en plus des capteurs sur les équipements critiques, dispose d'un capteur d'ambiance.</p> <p>L'exploitant a présenté les actions qu'il est susceptible de mettre en œuvre en cas de défaillance (ronde dans la salle des machines, détecteur mobile), tout en précisant que remédier à la défaillance d'un capteur était une tâche confiée à son prestataire frigoriste et réputée rapide à exécuter, puisque par nature, le contrat qui le lie à son prestataire frigoriste prévoit la mise en œuvre d'une opération de dépannage sous 24h après la détection d'une anomalie. La gestion des pièces détachées est assurée par le prestataire frigoriste.</p> <p>En dépit des contrats que l'exploitant a conclu avec d'éventuels prestataires pour le suivi de son installation frigorifique, il lui revient de disposer de procédure quant à l'indisponibilité des détecteurs de gaz qu'il met en œuvre au sein de son installation. Le respect de la prescription appelle la formalisation d'une procédure à ce titre.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le respect de la prescription appelle la formalisation d'une procédure interne quant aux mesures à mettre en œuvre en cas d'indisponibilité d'un capteur pour garantir la sécurité de l'installation.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois